



La guerre au Yémen et les dessous de la « coalition arabe »

Par [Conn Hallinan](#)

Thème: [Guerre USA OTAN](#)

Mondialisation.ca, 09 juin 2015

counterpunch.org

Le Yémen est le pays le plus pauvre du monde arabe. Dépourvu de ressources, fracturé par des divisions tribales et religieuses, il est aujourd'hui gangrené par la guerre civile. Et pourtant, ce petit pays du sud de la péninsule Arabique fait éclater de vieilles alliances et fait s'en former de nouvelles pour le moins surprenantes. Pendant que l'Arabie saoudite continue ses frappes aériennes sur les insurgés Houthis, les défenseurs et opposants à la monarchie de Riyad tentent de remodeler le paysage politique de façon à ce qu'il ne s'effrite pas une fois que les combats auront cessé.

La version saoudienne de la guerre, est que L'Iran chiite essaie de s'emparer du Yémen sunnite en utilisant des intermédiaires -Les Houthis- afin de menacer les frontières sud du Royaume et d'affirmer leur contrôle sur le détroit stratégique de Bab-el-Mandeb, situé sur la mer Rouge. Les Iraniens se défendent en affirmant qu'ils n'ont aucun contrôle sur les Houthis, aucunes vues sur le détroit, et que la guerre au Yémen reste un problème interne au pays, que les Yéménites devront résoudre par eux-mêmes.

Les Saoudiens ont bâti ce qui, au premier abord, semble être une formidable coalition composée de la Ligue Arabe, des pays membres du Conseil de Coopération du Golfe, de la Turquie et des Etats Unis. Cependant, la « coalition » n'est pas aussi solide quelle n'y paraît et elle s'avère plus intéressante par rapport à ceux qu'elle n'inclut pas plutôt qu'à ses propres membres. L'Egypte et la Turquie sont les piliers de cette alliance, mais il y a plus de paroles que d'actes véritables dans leur soutien.

Dans un premier temps, l'Egypte a fait courir le bruit qu'elle pourrait envoyer des troupes au sol. L'armée saoudienne ne peut pas contenir les Houthis et leurs alliés. Depuis, sous la pression de Al-Monitor, l'ambassadeur du Caire au Yémen Youssef al-Sharqawy a éclairci sa position : « Je ne suis pas celui qui décidera d'une telle intervention au Yémen. Cette décision appartient à l'évaluation de l'autorité suprême égyptienne, et dépend de la sécurité nationale du pays ».

Depuis que l'Arabie Saoudite a soutenu le coup d'état égyptien contre les Frères Musulmans et a appuyé le régime avec des sommes d'argent considérables, Riyad pourrait faire pression sur Le Caire pour envoyer des troupes au Yémen. Cependant, la dernière fois que l'Egypte a combattu les Houthis, elle a perdu des milliers de victimes. De plus, l'Egypte est déjà préoccupée par l'insurrection islamique au Sinaï.

Lorsqu'il a engagé le soutien d'Ankara dans une « Intervention saoudienne » et demandé le retrait des « Iraniens et des groupes terroristes », le président turc Recep Tayyip Erdogan a

pris le temps de dire qu'il « pourrait potentiellement offrir un appui logistique, selon l'évolution de la situation ».

Erdogan veut punir l'Iran pour son soutien au régime d'Assad en Syrie et sa présence militaire en Iraq, là où Téhéran aide le gouvernement de Bagdad contre le Front islamique. Il essaie également de récupérer l'argent saoudien. En effet, l'économie turque est en difficulté, sa dette publique a atteint son plus haut niveau depuis 10 ans, et les taux d'intérêt augmentent partout dans le monde. Avec une élection primordiale en juin, Erdogan espère une intervention des Saoudiens.

Mais, pour le moment, il y a d'autres préoccupations. Les Turcs pensent que les Saoudiens sont dans le pétrin—Il sera très difficile de gagner une guerre au Yémen, et les assauts aériens n'ont aucune chance de porter leur fruits sans l'intervention de troupes au sol.

Lorsque les Iraniens ont réagi vivement aux commentaires d'Erdogan, le président a fait marche arrière. L'Iran est un partenaire commercial capital pour les Turcs et, avec la fin possible des sanctions internationales contre Téhéran, les Turcs veulent faire partie de la ruée vers l'or qui s'en suivra. Durant le récent voyage d'Erdogan à Téhéran, le président turc et le ministre des affaires étrangères Mohammad Javad Zarif sont arrivés à un arrangement pour appeler à la fin de la guerre au Yémen et pour trouver une « solution politique ». On est loin de la belligérance initiale d'Erdogan.

La Ligue Arabe soutient la guerre, mais seulement à un degré mesuré. L'Irak s'oppose aux attaques saoudiennes et l'Algérie garde ses distances en appelant à la cessation de « toute intervention étrangère ». Même le conciliant GCC, qui représente les intérêts des monarchies pétrolières du Golfe, avait un transfuge. Oman est accolé au Yémen et son dirigeant, le sultan Qaboos, a peur que le chaos arrive jusqu'à ses frontières. Et, alors que les Emirats Arabes Unis conduisent des missions aériennes sur le Yémen, ils sont également prêts à mettre la main au porte-monnaie si les sanctions de Téhéran prennent fin. « L'Iran est notre porte d'entrée, nous nous devons d'y être présents », indiquait Marwan Shehadeh, un homme d'affaire des Emirats, au Financial Times. « Cela pourrait redistribuer les cartes ».

L'absence la plus notable au sein de la coalition saoudienne reste cependant le Pakistan, un pays qui a reçu des milliards de dollars d'aide de l'Arabie saoudite, et dont le premier ministre Nawaz Sharif a été accueilli à Riyad lors des combats sanglants de son pays en 1999.

Lorsque les Saoudiens ont fait part de leur intention d'attaquer le Yémen, ils ont inclus le Pakistan dans leur coalition. Un orgueil qui leur a porté préjudice. Le parlement pakistanais a demandé un débat sur ce sujet et a finalement voté à l'unanimité la neutralité dans cette affaire. Pendant qu'Islamabad déclarait son intention de « défendre la souveraineté de l'Arabie saoudite », personne ne pensait que les Houthis étaient sur le point de marcher sur Djeddah.

La guerre yéménite est profondément impopulaire au Pakistan et les décisions du parlement ont été largement soutenues. Un journaliste a même appelé à rejeter le « Dictat du GCC ». Seule l'organisation extrémiste Lashkar-e-Taiba, qui avait planifié les massacres de Mumbai en 2008, a accordé son soutien aux Saoudiens. En effet, le Pakistan a profité des cadeaux saoudiens et, en échange, a assuré la sécurité à Riyad, mais cette relation ne tient qu'à un fil. Premièrement, il y a le fait que les Saoudiens soutiennent des groupes islamistes extrémistes, dont certains sont en guerre avec le gouvernement pakistanais. L'année

dernière, une de ces organisations, les Tehrik-i-Taliban, a massacré 145 personnes, dont 132 étudiants à Peshawar. Le combat contre ces groupes dans le Nord Waziristan a fait subir de lourdes pertes à l'armée pakistanaise qui doit également protéger ses frontières de son voisin du sud, l'Inde.

Les Saoudiens, avec leur interprétation rigoureuse de l'Islam (le Wahhabisme), sont aussi critiqués pour avoir fait naître des tensions entre les sunnites et les chiites au Pakistan.

Deuxièmement, Islamabad approfondit sa relation avec la Chine. Mi-avril, le président chinois Xi Jinping avait promis d'investir 46 milliards de dollars pour financer la nouvelle route de la soie de Pékin, qui part de l'ouest de la Chine et se termine dans le golfe Persique. Ces travaux incluront une extension considérable du port de Gwadar, situé sur le territoire agité du Balûchistân. Un port que Bruce Riedel considère destiné à « rivaliser avec Dubaï ou Doha, en tant que pôle économique régional ».

Riedel, chercheur à l'institut Brookings et professeur à John Hopkins, est un expert en sécurité de l'Asie du Sud. Dubaï se situe aux Emirats Arabes Unis et Doha au Qatar. Les deux sont membres du GCC.

La Chine s'inquiète de la situation au Balûchistân et de ses insurrections à répétitions contre le gouvernement en place, mais aussi de la résistance actuelle des turcophones, en grande partie musulmans, et des Ouïghours, un peuple de la province de Xinjiang, dans l'ouest chinois. Les Ouïghours, que l'on estime à un peu plus de 10 millions, sont marginalisés par un afflux de Chinois Han, l'ethnie chinoise dominante.

Les riches Saoudiens ont aidé à financer certains de ces groupes, ce qui n'a plu ni à Pékin, ni à Islamabad. Le Pakistan s'est engagé à créer une « Division sécuritaire spéciale » de 10 000 hommes pour protéger les investissements chinois. Selon Riedel, les Chinois auraient dit aux Pakistanais qu'ils « se tiendraient aux côtés du Pakistan si sa tentative de rapprochement vers l'Arabie Saoudite et les Emirats Arabes Unis échouait ».

Les Etats unis ont joué un rôle important, quoique peu confortable, dans la guerre au Yémen. Ils ont aidé les renseignements Saoudiens, ciblé les informations et ravitaillé leurs avions de guerre en plein ciel. Ils ont également intercepté une flottille iranienne qui se rendait au Yémen. Les Américains ont indiqué qu'elle contenait des armes destinées aux Houthis. Cependant, l'Iran nie toute cargaison de ce type, et il y a peu de preuves que Téhéran fournisse des armes aux insurgés. Mais, pendant que Washington soutenait les Saoudiens, les Américains ont également exhorté Riyad de rappeler ses avions de chasse et de préférer une solution politique. Les Américains s'inquiètent de l'anarchie qu'a amenée la guerre, puisqu'elle pourrait permettre à Al-Qaïda de s'imposer dans la péninsule arabique. Les Houthis, désormais assiégés, étaient le principal adversaire du groupe terroriste.

La crise humanitaire au Yémen devient critique. Plus de 1000 personnes, dont énormément de civils, ont été assassinées, bombardées, et les combats ont généré 300 000 réfugiés. Le blocus maritime américano-saoudien et la destruction récente de l'aéroport international du Yémen empêchent les ravitaillements de nourriture, d'eau et de médicaments dans un pays qui est déjà largement dépendant de ses importations alimentaires. Cependant, les Américains ne veulent pas froisser davantage les Saoudiens, qui sont déjà en colère puisque Washington a négocié un traité nucléaire avec l'Iran. Au-delà de l'aide américaine apportée aux attaques saoudiennes, les Etats Unis ont une fois de plus ouvert grands leurs bras à Riyad.

Le traité nucléaire avec l'Iran a amené à l'alliance la plus imprévue de la région : Israël et l'Arabie Saoudite. Riyad est sur la même longueur d'onde que le gouvernement de Netanyahu sur le sujet iranien et les deux pays font pression pour saboter le traité. Selon le journaliste d'investigation Robert Perry, l'alliance entre Tel Aviv et Riyad a été scellée par un cadeau secret de 16 milliards de dollars déposés par Riyad sur un compte de « Développement Israélien » en Europe, le même genre de compte qui avait servi à construire des bases illégales en territoires occupés.

Les Saoudiens et les Israéliens sont aussi du même côté dans la guerre en Syrie, et malgré les belles paroles de Riyad, les seuls pays membres du GCC à avoir aidé financièrement la Palestine à reconstruire Gaza après les attaques Israéliennes de l'année dernière sont le Qatar et le Koweït.

Tous ces engrenages amèneront à une fin imprévisible. La seule chose qui est claire, c'est que, malgré leur puissance financière, les Saoudiens ne peuvent pas ramener les principaux acteurs régionaux sous leur coupe (mis à part Israël). Et une alliance avec Israël -un pays qui est de plus en plus isolé à cause de ses politiques d'occupation controversées- ne serait pas très stable. Robert Fisk, un correspondant de longue date au Moyen Orient du journal The Independent, pense que les Saoudiens vivent dans la « peur » de l'Iran, des Chiites, de l'Etat Islamique, d'Al-Qaeda, d'une trahison potentielle des Américains, d'un complot israélien, et d'eux-mêmes.

Mais d'où viendra le déclencheur d'une révolution sunnite en Arabie saoudite, sinon de la famille royale elle-même ? C'est cette « peur » qui a amené la guerre au Yémen. Elle est la raison pour laquelle les Etats Unis devraient cesser de souffler sur les braises, et plutôt rejoindre l'Union Européenne pour demander un cessez-le-feu immédiat, une aide humanitaire, et soutenir une solution politique qui serait prise par les Yéménites eux-mêmes.

Conn Hallinan

Source originale : Redrawing the Faultlines, The Yemen War, [Counter Punch](#), 13 mai 2015

Traduit de l'anglais par T.F. pour [Investig'Action](#), 29 mai 2015

La source originale de cet article est [counterpunch.org](#)

Copyright © [Conn Hallinan](#), [counterpunch.org](#), 2015

Articles Par : [Conn Hallinan](#)

Avis de non-responsabilité : Les opinions exprimées dans cet article n'engagent que le ou les auteurs. Le Centre de recherche sur la mondialisation se dégage de toute responsabilité concernant le contenu de cet article et ne sera pas tenu responsable pour des erreurs ou informations incorrectes ou inexactes.

Le Centre de recherche sur la mondialisation (CRM) accorde la permission de reproduire la version intégrale ou des extraits d'articles du site [Mondialisation.ca](#) sur des sites de médias alternatifs. La source de l'article, l'adresse url ainsi qu'un hyperlien vers l'article original du CRM doivent être indiqués. Une note de droit d'auteur (copyright) doit également être indiquée.

Pour publier des articles de [Mondialisation.ca](#) en format papier ou autre, y compris les sites Internet commerciaux, contactez :

media@globalresearch.ca

[Mondialisation.ca](http://mondialisation.ca) contient du matériel protégé par le droit d'auteur, dont le détenteur n'a pas toujours autorisé l'utilisation. Nous mettons ce matériel à la disposition de nos lecteurs en vertu du principe "d'utilisation équitable", dans le but d'améliorer la compréhension des enjeux politiques, économiques et sociaux. Tout le matériel mis en ligne sur ce site est à but non lucratif. Il est mis à la disposition de tous ceux qui s'y intéressent dans le but de faire de la recherche ainsi qu'à des fins éducatives. Si vous désirez utiliser du matériel protégé par le droit d'auteur pour des raisons autres que "l'utilisation équitable", vous devez demander la permission au détenteur du droit d'auteur.

Contact média: media@globalresearch.ca